

Il est trop tard pour être pessimiste.
Quoi Faire Alors?
La Commission Nationale sur l'Avenir du Togo

Pierre S. Adjété
Québec, Canada

Au Togo, les compteurs sont proches de zéro. Chaque logique politique a pratiquement atteint le bout de sa randonnée solitaire, fidèle aux *Deux Solitudes* très caractéristiques de ce pays. Heureusement, le pays existe toujours... mais dans quel état et pour quel avenir? Il est même trop tard de se permettre le luxe d'être pessimiste. Quoi faire maintenant que tout semble être bloqué? Quoi faire maintenant que les deux extrémités se rejoignent et rien se semble bouger pour autant? Alors là seulement, il faut redevenir réaliste et demander l'impossible aux acteurs politiques en interpellant leur responsabilité collective face à l'histoire: la réforme politique comme moyen de concrétiser le Grand Pardon et la Bonne Foi. Osez reconquérir l'enthousiasme de tout un peuple; enthousiasme sans lequel aucun pays ne peut se construire ! Osez l'optimisme: convoquez la Bonne foi et le Grand Pardon au service du Togo et de l'enthousiasme de ses citoyens. Il est urgent d'agir! Ce projet d'une Commission Nationale sur l'Avenir du Togo, en tant que modèle de réforme politique ou changement volontaire de large consensus, est présenté comme suite logique à l'évaluation du professeur Yao Assogba dans son récent texte: « La raison historique : la voie pour la renaissance du Togo ». Le présent texte est supporté par un schéma explicatif en addendum.

La précarité de la situation politique du Togo a trop duré qu'il est raisonnablement difficile de concevoir le triomphe d'un camp au détriment de l'autre, sans aucun péril ni risque. Dans un pays où tout est pratiquement décrédibilisé, fondamentalement les attributs premiers d'un État de droit d'essence éthique, il est grand temps de s'éveiller à l'essentiel pour ne pas trop se perdre en conjectures et en présuppositions inutiles que la déconfiture hypothétique d'un camp profiterait à l'autre par enchantement ou ralliement.

Le Togo va mal. Le Togo est bloqué, victime de lui-même, victime du manque d'audace politique et victime d'un manque de vision partagée et de perspectives sur le long terme. Il est temps d'agir, et la balle est dans le camp de tous les citoyens, et particulièrement à portée de la volonté d'action du pouvoir exécutif qu'incarne Faure Gnassingbé.

La collection relativement impressionnante des lettres de félicitation, diplomatiques, adressées par les chancelleries internationales permettront difficilement de rétablir la confiance interne perdue entre les principaux acteurs politiques. De plus, ce que l'unique fête du cinquantenaire d'indépendance n'a pas pu réaliser le 27 avril 2010, il est difficile de l'espérer des vestiges d'une élection présidentielle du 4 mars 2010 qui traîne d'énormes insuffisances au point de provoquer un schisme politique comme jamais auparavant. Le ralliement hypothétique même de Gilchrist Olympio au pouvoir, et l'allégeance de ses *Amis* ne semblent pas sonner l'adhésion de tout un peuple, encore confus devant les évolutions politiques en cours. Et ce peuple reste troublé de voir son chef d'État prêter serment derrière une vitre blindée, après un plébiscite électoral des 2/3 de la population togolaise.

Du leadership du pouvoir exécutif vers un cap de nouvelles espérances

Que se passe-t-il réellement au Togo? Que s'est-il alors passé depuis tant d'années? À l'œil nu, on peut dire que le temps est vite passé par là ; la relève des acteurs politiques vite arrivée; une jeunesse toujours exaspérée et en colère; des citoyens désillusionnés et meurtris par la politique; manifestement, le Togo va mal. Dans une telle confusion politique, le Togo ira mal aussi longtemps que son peuple ne se sentira pas avoir été entendu. C'est une question de dignité humaine que la classe politique se doit d'intégrer dans son approche.

Au-delà des positions antagonistes, au-delà même des allégeances et des alliances de circonstance, il reste toujours à gérer le défaut de légitimité né de l'exacerbation et du pourrissement de la division politique au Togo. Le risque de la dérive même de l'institution étatique devient réel, face au refus de coopération de toute une partie de la population. Le président de la république togolaise, Faure Gnassingbé, s'était rendu à cette évidence qu'il ne pouvait plus continuer à ignorer la contestation récurrente, longtemps minimisée, mais toujours effective de son pouvoir.

Dans son discours du cinquantenaire de l'indépendance, le portrait public tardif et désespérant que le chef de l'État togolais a dressé du pays qu'il gouverne depuis cinq ans, à la suite de près de quarante années de règne de son père, est le témoignage de cette dérive ininterrompue du Togo. Il est trop tard pour continuer ainsi!

Il est même trop tard pour être pessimiste aurait dit Yann Arthus-Bertrand dans les circonstances. Il faut prendre action, il faut retrousser nos manches. Il faut désormais ramener le Togo à quai, prendre le temps de refaire ses principaux voiles, renouveler l'enthousiasme à bord, se donner de nouveaux horizons, et reprendre le cap de nouvelles espérances.

Inscrire le Togo à ce travail audacieux de renaissance politique et de redémarrage vers les objectifs de développement, appeler les Togolaises et les Togolais autour de cette œuvre commune du « Bâtissons la Cité », nécessitent un acte de foi en ce pays et en la capacité de ses citoyens à s'inventer collectivement un avenir harmonieux et un vivre ensemble réparateur des malentendus, certes. Mais c'est aussi un engagement certain et authentique qui ne doit laisser aucun doute dans les esprits afin d'assurer le plein succès à cette mission de réincarnation de tout un pays. C'est un acte politique qui interpelle, désormais et avant tout, la conscience de Faure Gnassingbé et relève de sa plus haute responsabilité.

Le leadership politique du chef de l'État togolais réside même dans cette opportunité à transformer les velléités contestataires en un renouveau national. Ce n'est pas une chose facile pour Faure Gnassingbé qui est né et baigne depuis toujours dans un environnement et une logique militaires où les renseignements, la stratégie et l'opération tendent à transformer le paysage politique et ses acteurs en théâtre de guerre; là où la ruse se doit d'amener au triomphe, particulièrement dans un cas qui s'apparente à la contre-insurrection.

Les théories militaires dominantes de l'environnement dans lequel Faure Gnassingbé a toujours évolué redoutent tellement ces situations de type insurrectionnel et de désobéissance civile, qu'il leur est difficile de ne pas confondre « citoyens à gérer » et « rebelles à éliminer ». En tout cas, tout tend à démontrer cette approche guerrière quasi-permanente; et la preuve du contraire se doit d'être faite désormais par celui qui incarne ce pouvoir exécutif au Togo.

Bien souvent et à travers l'histoire, lorsque le destin d'un peuple se heurte à la tragédie de la désunion, exacerbée par une mémoire collective encore affligée de rancœurs et de soupçons, la conscience citoyenne renaît autour de la Bonne foi et du Grand Pardon dans une réforme volontairement initiée, orchestrée et mise en œuvre. C'est ce que demande le Togo aujourd'hui, bien plus qu'une évolution lente, passive et non enthousiaste dans les conditions actuelles, encore moins une révolte aléatoire ou une révolution radicale.

Une Commission Nationale sur Notre Avenir Commun...

Au point où en est le Togo, après toutes les tribulations des accords politiques antérieurs dont les fruits restent insuffisants, après toutes les tentatives de raccordement sociopolitiques au moyen des structures de réconciliation sans ferveur citoyenne, c'est avec courage que l'émanation de l'État togolais, le pouvoir exécutif, doit se regarder et se donner les moyens d'avancer.

Plusieurs acteurs sortent des observations convergentes, lorsqu'on explore leurs propos et leurs écrits: tôt ou tard, un rapprochement et un dialogue sérieux doivent être établis entre le pouvoir et l'opposition; l'occupation des rues et les marches de protestation feront augmenter la tension sociale, avec les manifestations régulières jugées constitutionnelles d'un côté et les répressions ou les interdictions administratives de l'autre; les conséquences politiques, économiques, sociales et médiatiques sur le Togo ne serviront pas l'intérêt du pays; la division nord-sud du Togo, manifeste dans plusieurs institutions, gangrène toujours et lourdement le Togo; les bienfaits de la réforme politique et même ceux de l'alternance doivent s'intégrer dans une volonté réelle de vivre ensemble; les citoyens et la diaspora doivent enfin prendre la parole et se sentir écouter; etc.

Il s'agit donc de prendre les moyens pour concevoir la dynamique d'une réforme qui, en même temps, baissera les tensions en ramenant la confiance, c'est à dire : la Bonne foi et le Grand Pardon, les deux s'alimentant réciproquement. Une Commission nationale sur l'avenir du Togo, placée sous la présidence effective et compétente d'une sommité à la hauteur du défi de la connaissance de l'État, est alors tout indiquée.

Une telle Commission qui dans la pratique prendrait aussi le nom de la personne qui en assumera la présidence, sera dotée d'un mandat large devant lui permettre, par exemple, de : écouter le peuple togolais, sa classe politique et ses élites; recevoir des propositions sous forme de mémoires ou de présentations directes des acteurs et de toutes les forces vives du Togo et de sa diaspora; intégrer judicieusement les initiatives politiques existantes; faire un rapport au pouvoir exécutif dans un délai raisonnable; faire des recommandations selon des perspectives novatrices et identifier les dispositions pour leur mise en œuvre; plus généralement, explorer et faire des propositions pratiques sur l'avenir politique du Togo.

Une telle démarche républicaine serait susceptible de baisser les tensions, arrêter les contestations sous toutes ses formes et faire place aux idées concrètes, en même temps que d'aider à faire la démonstration que les Togolaises et les Togolais sont en mesure de se donner un destin et un avenir communs, négociés par eux, au moyen de leur propre histoire et selon leur conception du pays.

Naturellement, il faut une organisation pratique et très professionnelle d'une telle Commission qui prendrait appui sur les expériences modernes significatives existant à travers le monde, adaptées et domestiquées selon le contexte togolais. Sans aucun doute que l'État togolais ainsi que ses partenaires traditionnels seront en mesure de fournir les moyens financiers, matériels et humains adéquats pour assurer l'opérationnalisation de cette Commission.

Ainsi, le Grand pardon et la Bonne foi, comme vecteur de compromis, seront en œuvre dans l'honneur même de la personne qui assumerait la présidence de cette Commission et également dans le respect, la dignité et la considération qui seront ainsi restitués au souverain peuple togolais et à tous les acteurs politiques.

Pour faire face à un tel défi, les plus hautes autorités togolaises doivent dégager un profil de personnalité suffisamment élevé pour garantir et mener cette responsabilité historique. Certains de ces critères sont la formation et l'expérience en tant que compétence administrative, gouvernementale, politique, sociale, économique et autres, ainsi que l'envergure internationale, la densité intellectuelle, la distance en termes d'ambition propre, tout comme la proximité vis-à-vis des enjeux actuels ainsi que la confiance des élites du nord et du sud du Togo.

Il est alors difficile avec un tel profil de ne pas penser, tout naturellement, à Édem Kodjo. L'homme rassemble une dense expérience d'État, au plan national et international, ainsi qu'une capacité d'analyse et de perspective tout comme de réelles habiletés de convergence diplomatique dont le Togo doit tirer avantage dans les circonstances historiques du moment.

Par ailleurs, le point où le Togo se retrouve aujourd'hui, correspond exactement aux prévisions et propositions antérieures du seul Édem Kodjo avec son idée du « Grand Pardonⁱ » togolais, l'équivalent d'autres expériences initiées partout à travers le monde, dont celle mise en œuvre avec conviction en Afrique du Sud par un certain Nelson Mandela.

C'est bien de la conviction qu'il faudra pour faire aboutir une telle volonté d'action et, dans le contexte togolais, Édem Kodjo en a les moyens, maintenant que les Togolais eux-mêmes se doivent d'imaginer leur plan de sortie de crise. Les récriminations passées envers Édem Kodjo, souvent basées sur des incompréhensions et des jugements hâtifs et *décontextualisés*, n'aliènent nullement la capacité de cette personnalité de grande dimension à diriger une Commission nationale sur l'Avenir du Togo avec toutes les exigences d'intégrité, de rigueur et de flexibilité qui rallieraient les différents pôles d'intérêt politique, économique, social et militaire autour de l'application des principales recommandations.

Après toutes les péripéties par lesquelles la nation togolaise est passée toutes ces années, l'heure n'est plus aux critiques; l'heure est à la construction de l'avenir d'un pays bloqué par les démons de la division politique. Un changement de type volontaireⁱⁱ est nécessaire pour la sérénité de la république, sans malice ni dol, mais avec un patriotisme immaculé duquel le Togo et les Togolais sortiront gagnants. Un leadership politique médiateur, plutôt qu'un légalisme doctrinaire frileux, est particulièrement requis face à ce besoin de dépassement politique historique au Togo.

... Une Commission pour maintenant et demain

La mise en place de cette Commission nationale sur l'Avenir du Togo (2-3 mois), la gestion de ses activités (4-6 mois), la production et la publication de son rapport (2-3 mois) ainsi que la mise en place effective des propositions (12-18 mois) redonneront une crédibilité à l'ensemble des composantes de la société togolaise; le tout durant le temps d'un demi-mandat-présidentiel. Le pouvoir exécutif, le chef de l'État togolais notamment, doit ainsi saisir cette opportunité pour rentrer dans l'histoire, en compagnie de tous les acteurs politiques actuels et faire l'indispensable jonction entre les deux solitudes togolaises, entre des leaders clairvoyants et des institutions fortes, entre la légalité et la légitimité, entre l'État de droit et l'éthique publique, entre le passé et l'avenir du Togo.

La souplesse et l'ouverture intrinsèques à la Commission nationale sur l'Avenir du Togo militent en faveur de sa réussite. Le crédit de ce succès réside davantage dans la dynamique du symbolisme, son audace politique et citoyenne, l'enthousiasme participatif partagé de tous ainsi que l'éthique républicaine; plutôt que d'y voir un avantage conféré à une personne ou à une autre, à un camp sur un autre, à un parti au détriment de l'autre.

Une telle proposition d'établissement d'une Commission nationale sur l'Avenir du Togo se doit donc d'être évaluée avec une ambition républicaine devant l'alternative conflictuelle en cours et qui, si l'on n'y prend pas garde, ferait passer le Togo par d'autres grands dommages radicaux propres aux modes de changement dans des sociétés bloquées par de vives dissensions. Tôt ou tard, le Togo devra expérimenter à sa manière, cette indispensable « réforme », cadre idéal du dialogue, du renouveau et de la renaissance de la Nationⁱⁱⁱ.

L'Afrique comme le Togo peuvent faire l'objet de convoitises d'une certaine communauté internationale. Toutefois, cette dernière ne peut dessiner l'avenir du Togo et des Africains à leur place. Au contraire, c'est à la vue d'une volonté réelle, raisonnable et rationnelle que les partenaires du Togo se verront encouragés à contribuer respectueusement à des perspectives de résultats pour les Togolaises et les Togolais.

À certains moments de l'histoire, chaque peuple se doit d'inventer son avenir. Les Togolaises et les Togolais sont dotés des mêmes capacités pour concevoir, engendrer et réaliser leur propre destin. C'est à ce carrefour historique entre l'espoir et la désillusion, entre le pardon et la vengeance, entre la citoyenneté et la rébellion, entre la république et les récriminations que nous nous trouvons, filles et fils du Togo. Heureusement que les leviers de décision sont encore entre nos mains. Il est temps d'agir pour le Togo. Le Togo, très affaibli par une confrontation interne sans fin, le mériterait bien de ses enfants. Et pour ses enfants, osons l'action. Osons notre avenir! Agissons maintenant! Il est trop tard pour être pessimiste. Une Commission nationale sur l'Avenir du Togo doit pouvoir ramener la sérénité au Togo, préparant ainsi la voie à une réforme salubre consensuelle frappée du sceau sacrée de l'honneur et de la dignité. Le Togo en est à ce point que ses enfants eux-mêmes doivent prendre leur destin dans leurs mains propres, et sans tromperie les uns des autres. Il est grand temps pour le Togo.

23 mai 2010

ⁱ Le texte original, conçu par Édem Kodjo aux lendemains des événements du 5 octobre 1990 et diffusé en novembre 1990, sera de nouveau publié, bientôt, après sa validation par l'auteur. L'intitulé complet du texte d'Édem Kodjo est « *Appel pour un renouveau démocratique au Togo : le Grand Pardon* ». Vingt années plus tard, cet *Appel* caractéristique de la pensée politique de son auteur reste d'une étonnante actualité. Faudrait-il s'en réjouir ou s'en désoler? Chaque personne en jugera devant le présent balbutiement de l'histoire du Togo.

ⁱⁱ Dans son récent texte publié le 6 mai 2010 et intitulé *La raison historique : la voie pour la renaissance du Togo*, le professeur Yao Assogba estime que le changement social emprunte généralement quatre voies: l'évolution, la réforme, la révolte et la révolution. La réforme étant « *un changement volontaire recherché par deux catégories d'acteurs sociaux collectifs organisés, et qui s'efforcent d'obtenir ce qu'il faut par un processus de négociation entre elles, sans déclencher ni de grands conflits ni de grandes contradictions.* »

ⁱⁱⁱ Une illustration, en renforcement de la présente réflexion, est faite dans le document joint: « Continuum du Grand Pardon et de la Bonne Foi; une appropriation républicaine du changement politique en vue du développement du Togo. »